



GUIDE PRATIQUE POUR LES FRANCAIS QUI SOUHAITENT S'INSTALLER EN ITALIE

5eme Edition
Novembre 2009

DEBUTER EN ITALIE

1. A qui s'adresser. Le choix du bon consultant

1a) Le notaire : à partir de la rédaction et du dépôt du statut pour la constitution de la société, et pour tous les actes successifs de modifications statutaires qui relèvent de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire, des cessions des parts sociales, de la dissolution de la société, etc., sa présence est inévitable et il vous accompagnera durant toute la vie de la société.

Seulement récemment il a été attribué à d'autres professionnels (expert-comptable, etc.) la possibilité d'accompagner le client dans la cession des parts sociales.

1b) L'avocat : à partir de la phase de conception de l'installation de la société, l'avocat, à condition qu'il soit spécialisé dans le droit commercial, est capable de fournir toutes les informations sur les différents types de sociétés qui existent en Italie (qui, par ailleurs, sont similaires à ceux qui existent en France) en permettant d'effectuer un choix précis de la structure la plus adaptée à l'installation de la société étrangère (identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*", établissement stable, succursale, recherche de partenaires, acquisition d'une structure existante).

Au stade de la réalisation du projet d'installation et au cours de toute la vie de la société, l'avocat interviendra pour la rédaction des actes juridiques nécessaires (contrats commerciaux, de location, de distribution, de franchising, pour les contentieux etc.) en collaboration, ou en alternative, en l'occurrence, avec les autres professionnels tels que le notaire pour la constitution de la société ou l'expert-comptable dans la rédaction de certains contrats.

1c) L'expert-comptable : en Italie il en existe deux catégories, la catégorie des "*Dottori Commercialisti*" et la catégorie des "*Esperti contabili*". Ici il faut être attentifs parce qu'il existe aussi d'autres "*Commercialisti*"; ces derniers sont extrêmement nombreux et sans avoir le titre de "*Dottori*" ou de "*Ragioneri*", et compte tenu qu'ils ne sont pas inscrits à l'"*Albo dei Dottori commercialisti e degli Esperti contabili*" et n'étant pas soumis à une déontologie particulière, sont pour autant autorisés par l'administration fiscale, mais ils n'offrent pas les mêmes garanties que ceux inscrits à l'"*Albo dei Dottori commercialisti e degli Esperti contabili*".

Le "*Dottore commercialista*" est bien présent dans la gestion quotidienne de l'entreprise ; il est en pratique la personne de confiance de l'entrepreneur et lui fournit un soutien pas seulement comptable et fiscal mais aussi social, juridique et, certaines fois, commercial.

Le choix d'un bon "*Dottore Commercialista*" a un rôle déterminant dans le bon fonctionnement de l'entreprise.

Généralement (cela n'est pas obligatoire mais fortement conseillé) l'Expert-comptable propose au client un accord écrit, selon des schémas préétablis, qui définit les relations entre le cabinet et le client.

Un tel accord peut assumer les modalités suivantes selon le modèle français :

- Les missions d'attestations,
- Les autres missions.

Pour ce qui est des missions d'attestations, celles-ci se subdivisent en : révision, examen limité, présentation des comptes annuels.

Pour ce qui est des autres missions, celles-ci ont une forme libre et reprennent généralement toutes les missions non prévues par les missions précédentes.

Or pour ce qui est des missions d'attestations, alors que la mission de révision et celle d'examen limité se ressemblent traitant toutes les deux de missions de révision en excluant les analyses de la comptabilité des stocks relatives à la seule mission d'examen limitée, la mission de présentation des comptes annuels représente la vraie exception française que l'on ne peut pas appliquer en Italie.

- 1d) Le "*consulente del lavoro*"** : c'est le technicien en matière de préparation des bulletins de paie et, plus généralement, relatif à l'administration du personnel ; la profession est reconnue et institutionnalisée par une loi qui définit les conditions d'inscriptions à l'Ordre.

Les "*Dottori Commercialisti*", tout en ayant le droit d'exercer cette activité, préfèrent souvent la sous-traiter ou la laisser gérer directement par les "*consulenti del lavoro*".

- 2. Le choix du statut : Bureau de liaison, identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*", représentant fiscal, établissement stable, succursale ou société ?**

L'article 35 D.P.R. du 26 Octobre 1972 n° 633 qui régit la TVA prévoit que « *tous les assujettis qui entreprennent l'exercice d'une entreprise, art ou profession sur le territoire de l'Etat, ou qui installent sur le même territoire un établissement stable doivent, d'ici 30 jours, se déclarer à l' "Agenzia delle Entrate" ...* »

Voyons, ainsi, les différentes formes juridiques que peuvent adopter les sociétés françaises lorsqu'elles souhaitent s'implanter en Italie :

- 2a) Le bureau de liaison** est la forme la plus simple qui permet de donner une visibilité à l'entreprise, mais qui empêche d'exercer toute activité commerciale en Italie ; en effet, cette structure n'a pas d'autonomie juridique. Elle a des limites et par exemple elle ne pourra embaucher du personnel que pour réaliser toute sorte d'études ou d'activité, mais à condition qu'elles ne soient pas exploitées en Italie ; en effet elle pourra, par exemple, préparer des bons de commandes mais les factures et les contrats devront être signés par la maison mère.

Le bureau de liaison ne peut pas s'identifier auprès du "*Centro operativo di Pescara*" pour demander le numéro de la TVA.

- 2b) L'identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*"** représente une étape incontournable pour toute société étrangère qui veut exercer une activité en Italie sans passer par le biais de la création d'une succursale.

Pour cela, il faut remplir le formulaire ANR/1 (identification directe pour la TVA d'un assujetti non résident).

Joindre une copie du statut, de la TVA intracommunautaire, un K-bis et une copie du document d'identité de l'administrateur, et expédier le tout à "*Centro operativo di Pescara*"- via Rio Sparto 21 65100 Pescara.

Ensuite, il faut faire la liquidation de la TVA selon un régime mensuel ou trimestriel (ça dépend du C.A.) et s'acquitter de la TVA le 16 du mois (sauf jours fériés) en remplissant l'imprimé F24.

Le paiement peut très bien être géré depuis l'étranger suivant trois possibilités :

- Si vous ne disposez pas d'un compte dans une banque italienne, vous pouvez le faire directement à la banque d'Italie avec un virement étranger nommé "target" en faveur de la Banque d'Italie – "*tesoreria centrale dello Stato*", en reportant sur la description du virement l'objet du virement.
- Si vous disposez d'un compte dans une banque italienne, en débitant directement l'imprimé F24 sur le compte.
- Si vous avez préalablement demandé le code d'accès à l' "*Agenzia delle Entrate*", vous pourrez régler la TVA directement auprès de l'administration financière (« on line »).

Il n'y a pas de déclaration mensuelle ou trimestrielle (CA3) à remplir, mais seulement à la fin de l'année, il faut envoyer une déclaration annuelle des données statistiques et une déclaration récapitulative des opérations imposables (respectivement avant le 28 février et le 20 juin de l'année suivante).

L'identification directe (contrairement à la France qui l'a interdite à partir du 1^{er} septembre 2006, en entérinant une directive européenne) reste obligatoire en Italie lorsqu'une des conditions prévues à l'article 35 D.P.R. 633/72 se manifeste.

* Voir: *Identificazione diretta in Italia, con dipendenti, senza stabile organizzazione*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrique *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

** Voir: *IVA: Soggetto non residente identificato*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrique *Domande e risposte con l'amministrazione fiscale italiana*.

*** Voir: *Risoluzione Agenzia delle Entrate n° 447E [Utilizzo / Non utilizzo del numero identificativo Iva in Italia da parte di una società con sede legale in Francia]*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrique *Risoluzioni e circolari dell' Agenzia delle Entrate commentate*.

2c) La nomination d'un représentant fiscal remplace l' identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*".

Le représentant fiscal doit accomplir les mêmes démarches prévues au point précédent ; Il doit être domicilié fiscalement en Italie et il est responsable solidairement avec la société qu'il représente pour le paiement de la TVA à l'état italien.

En effet, il n'apporte rien de plus à la société représentée et il constitue seulement un alourdissement des tâches administratives dans la gestion de la société.

2d) L'établissement stable diffère de l'identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*" uniquement par les conséquences de la création d'une entité

que juridiquement l'article 5 de la convention franco-italienne considère en tant que tel.

Constituent notamment des établissements stables : un siège de direction, une succursale, un bureau, une usine, un atelier, un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois etc. .

Les obligations fiscales et déclaratives sont les mêmes que celles prévues au point 2b) auxquelles il faut rajouter la déclaration de résultat (UNICO-SC) qu'il faut envoyer avant le 20 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice social.

* Voir: *Risoluzione Agenzia delle Entrate n° 327E [Stabile organizzazione ai fini IVA in Italia da parte di società con sede legale in Francia]*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrique *Risoluzioni e circolari dell' Agenzia delle Entrate commentate*.

Conclusions (point 2a – 2d)

Il faut lire les différentes situations juridiques (bureau de liaison, identification directe auprès du "*Centro operativo di Pescara*", représentant fiscal, établissement stable) selon un procédé en cascade : plus la société étrangère est implantée en Italie, plus elle aura la possibilité d'être considérée comme un établissement stable ; moins la société étrangère est implantée en Italie plus elle aura la possibilité d'être considérée comme un bureau de liaison et, seulement si elle exerce une activité (voir l'article 35), elle aura l'obligation de s'identifier directement auprès du "*Centro operativo di Pescara*". En outre, ces critères sont alternatifs entre eux, c'est à dire que, par exemple, lorsqu'on a créé un établissement stable on ne peut plus nommer un représentant fiscal.

2e)

La succursale et la filiale:

pour reprendre le titre il faut d'abord dire qu'en Italie la succursale et la filiale correspondent toutes les deux, grosso modo, à des structures non autonomes (c'est à dire qu'elles sont dépendantes de la maison mère).

Il faut faire très attention aux confusions lexicales car la filiale (en Italie) n'est autre que la succursale française, tandis que la filiale (en France) correspond à une société indépendante selon le droit italien (Spa, Srl, etc...).

Or, s'il y a création d'une filiale (dans le sens français du mot) en Italie, elle devient une société autonome à part entière (Spa, Srl, etc...), tandis que s'il y a création d'une succursale (dans le sens français du mot) en Italie, selon les articles 2197 et 2508 elle devient une "*sede secondaria* " qui implique l'obligation de s'inscrire au RCS du ressort du lieu d'exercice de l'activité : il faut ainsi produire les imprimés S1, SE et Int.P.

Les obligations fiscales et déclaratives de la succursale (et aussi de la filiale en tant que société autonome de droit italien) sont les mêmes que celles prévues aux points 2b) et 2d) auxquelles il faut rajouter le dépôt des comptes annuels au Greffe du

Tribunal de Commerce avant le 120^{ème} jour de l'année qui suit la clôture de l'exercice social.

2f) La société à responsabilité limitée (S.R.L.) est l'équivalent de la « S.A.R.L. » française, avec un capital minimum de **10.000,00 euros** ; ce sont les sociétés majoritairement utilisées parce que les plus souples, jusqu'à ce qu'elles atteignent la limite pour être soumises à l'obligation de nommer des Commissaires aux comptes.

La gestion et l'administration de la société sont assurées, principalement, par un seul gérant, même s'il est prévu la possibilité de nommer un Conseil d'administration.

Comme en France, il existe la possibilité de créer une société à responsabilité limitée avec un associé unique qui prévoit que la responsabilité de l'associé unique reste limité aux montants de ces apports, sauf dans le cas où l'associé unique est, à la fois, l'associé unique de la société qui contrôle cette dernière.

* Voir: *Creazione di una società in Francia*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrique *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

2g) La société par action (S.P.A.) est l'équivalent de la S.A. française, avec un capital minimum de **120.000,00 euros**. C'est la forme la plus adaptée pour les grands groupes économiques.

La gestion et l'administration de la société sont assurées, principalement, par un seul gérant, même s'il est prévu la possibilité de nommer un Conseil d'administration.

Le statut peut aussi prévoir que l'administration et le contrôle soient exercés par un conseil de gestion et par un conseil de surveillance (système dualiste) ; en alternative il peut prévoir qu'ils soient exercés par un Conseil d'administration et par un Comité exécutif constitué à l'intérieur (système moniste).

La nomination des Commissaires aux comptes est obligatoire.

* Voir: *Creazione di una società in Francia*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrique *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

2h) Contrat d'agent commercial

Avec le contrat d'agent commercial (*) un agent prend l'engagement de promouvoir des contrats dans l'intérêt du mandant dans une zone déterminée.

L'agent est considéré tel qu'un auxiliaire autonome de l'entrepreneur, et revêt à son tour le statut d'entrepreneur et se prévaut d'une organisation directe de moyens.

Les agents sont classifiés en mono-carte et multicartes.

L'utilisation d'agents sur le territoire italien comporte pour l'assujetti non-résident l'obligation de s'inscrire à l' "Enasarco" et d'y verser les relatives charges sociales (**)(***).

L'utilisation d'agents sur le territoire italien, directement de la part d'assujettis non-résidents, n'ayant pas le pouvoir d'engager ces derniers, permet de démarrer une prospection du marché italien en l'absence d'une structure en tant que telle, et en l'absence des qualités qui impliquent l'existence d'un établissement stable [voir paragraphe 2d)].

Une alternative valide à cette formule, est celle de souscrire un contrat de distribution avec un distributeur au niveau local ou au niveau régional, plurirégional, national.

* Voir: bozza di un contratto di agenzia consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Schede pratiche*

** Vedi: “Ditte estere, come iscrivere agenti e versare i contributi” consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*

*** Vedi: “Piano di lavoro, scadenze Enasarco” consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Funzionamento dello Studio*

***Vedi: Contributo _____ consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*

***Vedi: Contributo Fondo assistenza consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*

3. Activité de direction et de coordination

Les sociétés qui exercent une activité de direction et de coordination sont directement responsables envers les créanciers sociaux pour l’atteinte à l’intégrité du patrimoine de la société lorsqu’elles agissent dans leur intérêt entrepreneurial en violation des principes de correcte gestion sociétaire et entrepreneuriale.

Est solidairement responsable celui qui a participé à l’atteinte et celui qui en a tiré un avantage.

La société doit indiquer la société qui met en place l’activité de direction et de coordination, dans les actes et dans le courrier, ainsi qu’à travers l’inscription, par le soin des administrateurs, auprès du RCS.

La société doit exposer, dans l’annexe, une fiche récapitulative des données essentielles du dernier bilan de la société qui exerce sur elle-même l’activité de direction et de coordination. Les administrateurs doivent indiquer dans la relation sur la gestion, les liens existants avec la société qui exerce l’activité de direction et de coordination, et avec les autres sociétés qui sont elles-mêmes assujetties à cette activité, ainsi que l’impact que telle activité a eu sur le résultat de l’exercice.

Les administrateurs doivent en outre indiquer les liens avec les sociétés contrôlées, liées, mères et avec les sociétés soumises au contrôle de la part de ces dernières.

* Voir: *Sede di direzione effettiva* ; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrique *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

4. Prix de transfert

Sur la base des arguments suscités, et compte tenu que dans l’annexe il faut détailler les opérations réalisées avec les tiers liés à l’entreprise, en précisant le montant, la nature du rapport et toute autre information nécessaire pour la compréhension du bilan concernant de telles opérations, dans le cas où elles aient une appréciation importante et dans le cas où elle n’ont pas été conclues à des conditions normales de marché, il est fortement conseillé, au moins pour inverser la charge de la preuve, d’indiquer dans l’annexe, même en grandes lignes, le contenu des accords commerciaux existants entre la société mère et la société contrôlée et les tiers liés à l’entreprise, qui devront être transposés dans une convention

ayant une date certaine, qui intègre, en particulier, les prix de transfert entre les différentes parties.

5. Management fees

Tout ce qui est expliqué dans le précédent paragraphe, est aussi valable pour les activités de management exécutées par la société mère vis-à-vis de la société contrôlée.

Dans ce cas également, il est préférable que les contenus des accords existants entre la société mère et la société contrôlée soient transposés dans une convention avec une date certaine.

Il est nécessaire de prêter une attention particulière à l'activité de management qui se superpose à celle d'administrateur unique, ou de membre du Conseil d'administration, puisqu'en devant rémunérer directement les personnes physiques en fonction, en contrepartie du caractère onéreux de leur fonction, il est conseillé, en conséquence, que de telles activités de management soient exclues de la susdite convention.

* Voir: *Il controllo legale ed il controllo contabile in Italia*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

** Voir: *Il bilancio* ; consultable sur le site www.michelinimauro.fr Rubrica *Il bilancio*.

6. Le siège social.

Les difficultés liées à la justification du domicile, comme elle existe en France pour pouvoir obtenir l'immatriculation de la société au Registre de commerce (RCS), n'existent pas en Italie car il est beaucoup plus facile (et de coutume) de domicilier sa propre société auprès du cabinet de son "Dottore Commercialista"; c'est une pratique très diffusée même pour les petites et moyennes entreprises d'une certaine taille (PMI).

7. Les modalités et les délais pour l'immatriculation de la société

Concernant la signature du statut, la phase la plus délicate, est celle qui précède la rédaction de l'acte notarial et concernant la production des documents nécessaires à la constitution de la société ; il est extrêmement important de rappeler que pour les actes notariaux la Convention de La Haye du 5 octobre 1961, prévoit que la légalisation des actes et des documents de provenance étrangère soit effectuée au moyen d'une apostille rédigée selon le modèle Apostille prévu par la susdite convention, qui atteste l'authenticité de la signature, le titre pour lequel le signataire a agi, et, où nécessaire, l'authenticité du tampon présent sur l'acte.

Cet apostille doit être délivrée par l'autorité compétente de l'Etat qui émane le document. Les actes publics auxquels s'applique la susdite convention comprennent entre autres, les documents administratifs, les documents émis par une autorité ou un fonctionnaire soumis à une juridiction de l'Etat, tamponnés à une date certaine et certificats de signature apposés sur un acte privé.

Après la signature du statut, qui, je vous le rappelle, doit obligatoirement être faite devant le notaire (par acte public), les délais pour obtenir l'inscription à la Chambre de Commerce sont de deux semaines.

Tout le dossier sera suivi directement par le notaire et il vous incombe seulement la tâche de demander le numéro de TVA (qui sera faite par votre " Dottore Commercialista").

La Chambre de Commerce délivre à chaque personne physique pour sa fonction exercée au sein d'une société, une "Smart card" qui permet à celui qui la possède, de pouvoir valider tous les actes déposés auprès du " Registro delle Imprese" et non soumis à un acte public (changement de gérance, communication des codes d'activité, dépôt des comptes annuels, liste des associés, etc.) ; normalement cette carte est laissée en dépôt au " Dottore Commercialista" qui l'utilise pour effectuer le dépôt des actes suscités.

8. Le système comptable.

Le plan comptable italien, à la différence de celui français, n'est pas juridiquement engageant ; en effet en examinant celui de différentes sociétés vous trouverez qu'elles ne maintiennent pas la même numérotation des comptes.

Seulement à la fin de l'exercice social, à l'occasion du dépôt des comptes annuels auprès de la Chambre de Commerce, les différents plans comptables sont re-classifiés selon un plan unifié au sens des articles 2424 et 2425 du Code Civil.

De même, la présentation graphique de l'annexe n'est pas réglementée et peut être présentée selon un schéma libre tout en tenant compte de ce qui est prévu aux articles 2427 et 2427 bis du Code Civil.

Il faut prévoir l'impression du livre journal, du grand livre et du livre d'inventaire.

Pour la TVA, il faut imprimer au moins deux livres (achats et ventes) ou bien cinq livres dans le cas d'opérations intracommunautaires (achats, ventes, achats CEE, ventes CEE et récapitulatif).

La tenue des livres sociaux (livre journal, livre inventaire, livre assemblées, livre de l'organe administratif, livre du "Collegio sindacale") est soumise à des règles strictes en matière d'utilisation, de paraphe et de règlement de l'impôt annuel [voir 9^e].

9. Les impôts.

9a) L'impôt sur les sociétés (IRES)

Il concerne les sociétés suivantes :

- S.p.a., S.r.l., et les SNC qui en ont fait l'option.

Le taux est de 33% si la société délibère de distribuer les dividendes ; 27,5% si la société délibère de ne pas distribuer les dividendes.

Le paiement de l'*IRES* : à partir du 20 juin (ou du 20 juillet avec un intérêt de 0,4%) même avec des versements mensuels avec échéances le 16 de chaque mois jusqu'au 16 novembre pour un total de 5 ou 6 versements.

Lorsqu'il y a un déficit au bilan, celui-ci se reporte en avant et il est compensable dans la limite des 5 années successives.

Le déficit des 3 premiers exercices est reportable sans limite de temps.

Il n'existe pas en Italie, contrairement à la France, le "carry back", c'est-à-dire le report en arrière des déficits de façon à pouvoir récupérer les impôts payés précédemment.

La rémunération et les contributions sociales des administrateurs sont déductibles du revenu imposable de la société, selon le critère de caisse, sans distinction entre l'administrateur qui détient la majorité des parts sociales, de celui qui ne les détient pas (Gérance majoritaire et gérance égalitaire ou minoritaire).

Il est nécessaire que successivement à la constitution de la société (dans le cas où il n'en a pas été fait mention dans le statut), le premier acte de l'assemblée des associés soit celui de régler la position de l'administrateur.

L'administrateur peut adhérer au statut des travailleurs indépendants ("*collaboratori coordinato e continuativi*") et les charges sociales sont acquittées auprès d'une caisse séparée, existante chez l'INPS (les taux de ces charges sont légèrement inférieurs par rapport à ceux des salariés, la rédaction du contrat de travail est plus flexible).

Si l'administrateur ne perçoit pas de rémunération puisqu'il est associé majoritaire, et en conséquence il n'adhère pas à la caisse séparée, existante chez l'INPS, il est souhaitable qu'il soit assujéti aux charges sociales (maladies et prévoyance) comme s'il s'agissait d'un entrepreneur individuel (dans ce cas il versera les charges sociales comme un commerçant ou comme un artisan).

L'habitude de ne pas rémunérer les administrateurs lorsqu'ils ne sont pas associés majoritaires est fortement déconseillée depuis que plusieurs sentences de la Cour de cassation ont établi l'obligation de la rémunération car l'activité d'administrateur est considérée comme activité exercée à titre onéreux.

Les critères pour déterminer la déductibilité fiscale de certains coûts sont plus rigides de ceux prévus par la norme française (exemple : voiture, téléphones portables etc.) et correspondent à des situations de droit et non à des situations de fait.

* Vedi: *La tassazione delle società in Italia: dal tasso nominale al tasso effettivo*-D.P.R. 22 dicembre 1986, *Testo Unico delle Imposte sui redditi*; consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*

** Vedi: *Interpello - Articolo 11, Legge 27 luglio 2000 n.212*; consultabile sul sito www.michelinimauro.fr Rubrica *Domande e risposte con l'amministrazione fiscale italiana*.

*** Vedi: *Disposizioni del D.P.R. del 22 dicembre 1986 n°917*; consultabile sul sito www.michelinimauro.fr ; Rubrica *Articoli pubblicati o articoli di conferenza*.

**** Vedi: *Circolare dell' Agenzia delle Entrate n° 6E [Trattamento fiscale delle spese relative a prestazioni alberghiere e a somministrazione di alimenti e bevande]*;

consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrica *Risoluzioni e circolari dell'Agenzia delle Entrate commentate*.

***** Vedi: *Risoluzione "Agenzia delle Entrate" n°152 del 22/05/2002[Rinuncia al credito da parte del socio]*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrica *Novità fiscali*.

9b) La "minimum Tax"

En Italie il n'existe pas l'IFA ou tout autre sorte de taxe minimum applicable : elle a été abrogée depuis plusieurs années et ne s'applique seulement que dans quelques cas résiduels de sociétés non opérationnelles ("*Società di comodo*").

9c) L'IRAP

L'IRAP est similaire à la taxe professionnelle française.

La base imposable correspond grosso modo au bénéfice fiscal, plus la masse salariale, les intérêts, les provisions non déductibles fiscalement et les frais bancaires. Le taux standard est de 3,9% (mais aujourd'hui les régions ont la possibilité de modifier ce taux).

Des mesures ont été prises récemment ("cuneo fiscale", déductibilité du 10% aux fins IRES, etc.) qui en atténuent en partie la charge.

9d) L'impôt sur la valeur ajoutée.

Le taux est de 20% (il existe aussi des taux réduits de 10% et de 4%).

Pour les entreprises, qu'elles aient une activité de vente de marchandises, ou qu'elles aient une activité de prestations de services, la TVA est due selon les mêmes critères qui sont normalement adoptés en France.

Dans tous les cas, il n'y a aucune déclaration de TVA mensuelle ou trimestrielle à remplir mais seulement à la fin de chaque année il est nécessaire d'envoyer une déclaration annuelle des données statistiques et une déclaration récapitulative (respectivement le 28 février et le 20 juin de l'année suivante).

Une autre précaution à prendre concerne la facturation aux fins de la TVA envers les exportateurs habituels prévus par l'article 8, 2^{ème} alinéa, lettre c) ; le risque de se faire débiter la TVA par l'"Agenzia delle Entrate" parce que l'assujetti déclarant ne jouit pas des qualités requises pré-exposées, doit alerter la société qui émet ce document, à prendre toutes les précautions nécessaires, même si elles ne sont pas obligatoires et pas prévues par la loi, car en cas de contrôle, l'absence ou l'insuffisante diligence de l'émetteur la facture pourrait être contestée.

Afin de dépasser cette présomption d'insuffisance de la diligence de l'émetteur la facture il est fortement conseillé d'établir un historique de la société auprès du "Registro delle Imprese", de même pour les copies des bilans des derniers exercices, demander l'attestation de l'"Agenzia delle Entrate" pour l'attribution du numéro de

TVA, et surtout demander copie de la déclaration annuelle de TVA qui atteste l'exactitude des informations dont ci-dessus.

9d-bis) Remboursement de TVA aux non-résidents

Aux sens de l'article 38-ter D.P.R. 633/72, les assujettis résidents dans les Etats membres de l'UE qui ne sont pas identifiés directement aux sens de l'article 35-ter, et qui n'ont pas nommé un représentant fiscal, peuvent obtenir le remboursement de l'impôt, relativement aux périodes inférieures à un an ; tel remboursement peut être demandé trimestriellement, semestriellement ou annuellement, mais dans tous les cas avant le 30 juin de l'année successive à l'année de référence.

La requête doit être présentée au "*Centro operativo di Pescara*" [via Rio Sparto 21-65100 Pescara] conformément aux formulaires disponibles sur le site <http://abruzzo.agenziaentrate.it/site.php?id=584>

* Vedi: *Rimborso IVA per operatori fuori UE*; consultable sul sito www.michelinimauro.fr ; Rubrica Domande e risposte con l'amministrazione fiscale italiana.

9e) Les autres impôts

Droit (annuel) d'inscription à la Chambre de commerce (avec un minimum de **373,00 euros** pour les S.r.l.).

Impôt (annuel) pour la parape des livres sociaux (**309,87 euros**).

Impôt communal sur les immeubles (I.C.I) (équivalent de la taxe foncière) : chaque commune a son propre taux mais généralement il est de 5% sur la valeur locative établie, comme défini par le cadastre des immeubles.

10. Les contributions sociales et les retenues à la source.

Les contributions sociales sont dues essentiellement à l'*INPS* lequel recouvre la prévoyance de base, les allocations familiales, la sécurité sociale, l'aide économique et la réinsertion pour les chômeurs.

Pour les commerçants et les artisans il est prévu une caisse autonome qui a les mêmes finalités que l'*INPS*.

Même pour les représentants il est prévu une caisse autonome (*ENASARCO*) qui a les mêmes finalités que ci-dessus ; la forme de représentant salarié (*VRP*) est très rare.

En Italie, il existe le mécanisme des retenues à la source sur les salaires ; ainsi il faut faire attention qu' à chaque fois qu'un salaire est négocié, on parle de salaire net.

De plus la majeure partie des contrats de travail prévoit une 13^{ème} et une 14^{ème} mensualité en plus du *TFR* , qui est obligatoirement payé à tous les travailleurs à la date de cessation du rapport et indépendamment de la cause de cessation du rapport.

Le *TFR* équivaut grosso modo à une mensualité par année de travail.

11. Le paiement des impôts et des contributions sociales. Modalités de paiement.

Le paiement des impôts et des contributions sociales est unifié sur un seul formulaire (F24).

Ce formulaire doit être utilisé par tous les assujettis à l'impôt (société de capitaux, société de personnes, entreprises individuelles et professions libérales) et permet de payer tous types d'impôts et de contributions sociales dus ; de plus, il est prévu la possibilité de compenser automatiquement chaque type de crédit d'impôt ou de contributions sociales jusqu'à un maximum de **516.456,89 euros**, sans autorisation préalable de la part de l' "Agenzia delle Entrate" (sauf pour la TVA, pour laquelle il existe des plafonds à respecter)

L'échéance pour payer les impôts et les contributions sociales est unifiée sur tout le territoire nationale et pour tous les assujettis à l'impôt au 16 de chaque mois, ou au premier jour travaillé suivant si l'échéance tombe un week-end.

Le paiement peut être facilement effectué sur la base de trois possibilités :

- Si vous disposez d'un compte auprès d'une banque italienne, en débitant directement le formulaire F24 sur votre compte.
- Si vous ne disposez pas d'un compte auprès d'une banque italienne, vous pouvez le faire directement à la banque d'Italie avec un virement « transfrontalier » nommé « Target » en faveur de la Banque d'Italie – Trésorerie Centrale de l'Etat, en reportant dans la description du virement les références du versement.

Modalités d'exécution du virement :

BIC : BITA IT RR XXX

IBAN : IT87N010 0003 2040 0000 0000 350

Description:

Code fiscal, description du paiement, année de référence, chapitre du bilan de l'Etat et article du bilan de l'Etat.

L'impossibilité d'utiliser des codes prédéfinis, comme lorsqu'on utilise un modèle F24 habituel, rend la présente opération assez dangereuse car il y a le risque que le règlement ne soit pas correctement affecté et qu'il nécessite une intervention postérieure ; en cas de contestation pour paiement non effectué, auprès de la Banque d'Italie afin que le virement puisse être croisé avec la disposition correcte.

De plus, le virement doit être effectué à l'avance afin qu'il puisse arriver dans les délais et doit assurer la prise en charge de tous les frais, afin qu'il ne soit crédité à la Banque d'Italie, minoré des frais.

- Si vous avez préalablement demandé le code PIN d'accès au service télématique de l'Agenzia delle Entrate vous pourrez payer directement auprès de l'administration financière en débitant votre compte bancaire français, et à condition que la banque ait établi la convention nécessaire avec l' *Agenzia delle Entrate* (vous pourrez vérifier vous-mêmes si votre banque fait partie de la liste, en consultant le site www.agenziadelleentrate.gov.it).

Les autres modes de paiement qui sont habituellement utilisés en France ne sont pas prévus: TIP, RIB, prélèvement automatique et chèque.

12. Le régime fiscal.

Le régime fiscal de toutes les sociétés, aux fins de la TVA, est de droit mensuel indépendamment du chiffre d'affaires.

Toutefois, si pour la vente de marchandises, leurs chiffres d'affaires ne dépassent pas annuellement les **516.456,89 euros**, les sociétés peuvent opter pour le régime trimestriel et dans ce cas elles devront payer un intérêt non déductible fiscalement à hauteur de 1% de la TVA à verser.

De la même façon, si pour les prestations de services, leur chiffre d'affaires ne dépasse pas annuellement les **309.874,13 euros**, les sociétés peuvent opter pour le régime trimestriel et dans ce cas elles devront payer un intérêt non déductible fiscalement à hauteur de 1% de la TVA à verser.

La distinction entre le régime « réel normal » et le « réel simplifié » n'existe pas en Italie ; il existe seulement un régime simplifié pour les petites entreprises (T.P.E) (entreprises individuelles et sociétés de personnes), ainsi qu'un régime ad hoc pour les contribuables infimes.

13. L'Intra-stat (déclaration d'échange de biens)

C'est l'équivalent de la DEB française.

La déclaration Intra-stat, en Italie, n'est pas effectuée par les experts-comptables (*Dottori commercialisti*), mais par les transitaires, qui normalement, sont aussi habilités à effectuer des opérations douanières de façon simplifiée.

Si vous voulez effectuer ces déclarations de façon autonome, vous devez déposer une demande d'adhésion au service on-line de l'Intra-stat, à l'adresse suivante : <http://www.agenziadogane.it/wps/wcm/connect/ed/Servizi/Servizio+Telematico+Doganale+E.D.I./Adesione+al+servizio+telematico+doganale/>.

Imprimer le formulaire d'adhésion et la fiche d'information, selon les dispositions prévues par la Circulaire 69/T, imprimer les codes d'accès et les déposer personnellement ou par le biais d'un mandataire auprès de la Douane compétente du lieu ; le mandataire devra se munir d'une procuration avec signature authentifiée par le notaire (même français), avec une copie de la carte d'identité du mandant. Le notaire français demandera une copie de la procuration traduite en français, mais pas nécessairement authentifiée.

Telle procuration devra être matériellement déposée dans les trente jours qui suivent l'envoi par internet ; à cette occasion le mot de passe sera généré et il pourra être retiré avec la signature digitale ; ce terme est impératif et ne doit pas être dépassé, autrement il faut recommencer toute la procédure.

La présentation des déclarations Intra-stat est mensuelle, avant le 19^{ème} jour du mois successif au mois de référence, pour les entreprises qui ont effectué en 2009 des livraisons intracommunautaires au-delà de 250.000 Euros ; pour les entreprises ayant dépassé la limite de 40.000 Euros, mais pas celle de 250.000 Euros, la présentation de la déclaration est

trimestrielle (par exemple 19 avril, 19 juillet, etc.) ; pour les entreprises n’ayant pas dépassé la limite de 40.000 Euros la présentation de la déclaration est annuelle.

La présentation des déclarations Intra-stat est mensuelle, avant le 19^{ème} jour du mois successif au mois de référence, pour les entreprises qui ont effectué en 2009 des acquisitions intracommunautaires au-delà de 180.000 Euros ; pour les entreprises n’ayant pas dépassé cette limite la présentation de la déclaration est trimestrielle (par exemple 19 avril, 19 juillet, etc.) .

Sanctions concernant des violations de nature fiscale

VIOLATION	SANCTION
Non présentation de la déclaration	De 516€ à 1032€ pour chaque déclaration
Présentation tardive, mais avant 30 jours depuis la demande du Bureau	De 258€ à 516€
Présentation tardive spontanée avec “ <i>ravvedimento operoso</i> ”	103€
Présentation de la déclaration incomplète, inexacte ou irrégulière	De 516€ à 1032€ La sanction ne s’applique pas si les données manquantes ou inexactes viennent intégrées ou corrigées, même à la suite d’une demande des bureau se chargeant de la vérification

Sanctions concernant des violations de nature statistique

* Voir: *Dichiarazione Intrastat per società identificate a Roma*; consultabile sul sito www.michelinimauro.fr ; Rubrica *Domande e risposte con l’amministrazione fiscale italiana*.

14. La déclaration annuelle de résultats.

Les formalités pour la déclaration de résultats ont été unifiées (« Modello Unico ») pour tous les types de résultat et pour tous les assujettis à l’impôt.

Pour les entreprises qui sont soumises à l’impôt sur les bénéfices (IRES) leurs résultats sont déclarés sur le formulaire UNICO-SC qui regroupe toutes des diverses formalités déclaratives.

En particulier vous trouverez sur ce formulaire (qui généralement doit être complété avant le 20 juin de chaque année) :

- la déclaration annuelle de TVA,
- la déclaration annuelle de résultat (760)

- la déclaration annuelle des données sociales (770).

15. La transmission des déclarations par voie télématique.

La déclaration « UNICO » s'effectue en Italie de façon quasiment obligatoire par voie télématique. Seuls les « Dottori Commercialisti » ont été agrémentés par les autorités fiscales et sociales à transmettre la déclaration par voie télématique. Les personnes physiques peuvent le faire directement en demandant leur propre code d'accès à l'*Agenzia delle Entrate*.

16. Le « cassetto fiscale »

Il s'agit de la procédure permettant la consultation des informations fiscales personnelles relatives aux :

Données de l'état civil, données concernant le revenu, données sur les amnisties fiscales, données sur les remboursements d'impôt, données des versements effectués au moyen des formulaires F24 et F23 ; données patrimoniales (actes de registre).

Le service faisant référence à la position fiscale de chaque contribuable est disponible pour tous les usagers, à condition qu'ils soient enregistrés au service Entratel ou a Fisco-on-line, ainsi qu'à tous les professionnels habilités au service Entratel, après avoir préalablement présenté au Service Entratel les procurations signées par les clients à l'intermédiaire.

Etant donné que la loi institutrice des professionnels habilités au Service Entratel est de l'année 1998 (art. 3, alinéa 3, du D.P.R. n°332/98), on peut en déduire que l'accès à ce type de service permet d'avoir une photographie exacte de toutes les obligations fiscales obtempérées par les contribuables au cours de la dernière décennie ; en particulier, il permet de vérifier les amnisties fiscales présentées, les remboursements de TVA, les remboursements de « IRPEF ou IRES » à partir de 1994, les quittances de paiement des F24 si les versements ont été effectués sur le site Fisco-on-line ou Entratel, les actes (de nature patrimoniale) enregistrés auprès des bureaux financiers à partir de 1986.

17. Les « Studi di settore »

La politique italienne en matière de contrôle fiscal est désormais basée depuis un certain temps sur le contrôle électronique des déclarations envoyées par voie télématique, et confrontées par rapport aux moyennes du secteur, qui sont élaborées en tenant compte de l'activité économique exercée, du lieu géographique et de la taille de l'entreprise (« Studi di settore ») ; cette politique exclue automatiquement le professionnel d'un rôle actif dans la gestion du contrôle fiscal, surtout vis-à-vis des petites entreprises.

* Vedi: *Circolare dell' Agenzia delle Entrate n° 13E [Procedura da applicare in merito agli Studi di settore]*; consultable sur le site www.michelinimauro.fr ; Rubrica *Novità fiscali*.

18. Le contrôle et la vérification fiscale.

Le rôle de l'Expert-comptable vis-à-vis du fisc italien est différent par rapport au rôle analogue de son homologue français.

En effet le principe du contrôle fiscal direct est atténué en Italie par rapport à la France ; normalement les contrôles sont concentrés quasi exclusivement sur les grandes entreprises, sur des secteurs choisis annuellement, ou sur quelques typologies particulières de contrôle

(établissement stable non déclaré d'un assujetti non-résident, prix de transfert anormalement bas, etc.).

Le principe, l'ampleur et la fréquence du contrôle fiscal comme il est couramment pratiqué en France, est pratiquement inconnu en Italie, au moins pour les petites entreprises.

La tendance est celle d'une collaboration du contribuable par rapport à l'administration fiscale et celle d'une diminution progressive des sanctions ; cette tendance a été complétée par l'adoption d'un mécanisme de sanctions mineures dénommées « *ravvedimento operoso* » (auto repentance et paiement de l'impôt directement de la part du contribuable sur le formulaire F24 qui s'auto liquide aussi les sanctions et les intérêts).

Légende

Agenzia delle Entrate : équivalent du Service des Impôts

IRES : équivalent de l'Impôt Société

Testo Unico : équivalent du C.G.I

SPA : Société par actions ; équivalent de la Société Anonyme

SRL : Société à responsabilité limitée ; équivalent de la SARL

TPE : petites entreprises avec des produits inférieurs à 5.164.568,90 euros (art.55 du Testo Unico)

Les adresses à consulter

- www.finanze.it
- www.agenziaentrate.it